



BUDGET PRIMITIF 2020
BUGGETTU PRIMU 2020

LE RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

S O M M A I R E

I – LE RAPPORT AU CONSEIL D’ADMINISTRATION

Présentation générale	Page 1
-----------------------	--------

I.1) Les opérations d’intervention et de développement

1) la présentation par programme	Page 2
2) la présentation par financeur	Page 3
3) Nature des principales interventions au sein des différents programmes	Page 5

I.2) La section d’exploitation du Budget Principal

1) les dépenses	Page 13
2) les recettes	Page 20

I.3) La section d’investissement du Budget Principal

1) les dépenses	Page 26
2) les recettes	Page 30

I.4) La section d’exploitation du Budget Annexe Feader

1) les dépenses	Page 32
2) les recettes	Page 33

I.5) La section d’investissement du Budget Annexe Feader	Page 33
---	----------------

I) Le rapport au Conseil d'Administration

Présentation générale

Le budget primitif de l'exercice 2020 inclut le budget principal et le budget annexe Feader.

Il comprend la section d'exploitation et la section d'investissement :

- La première décrit les opérations affectant le résultat de fonctionnement.
- La seconde retrace les opérations relatives à la composition du patrimoine.

Le budget primitif 2020, qui est soumis au Conseil d'Administration, permet d'arrêter les autorisations de dépenses présentant un caractère limitatif, et les prévisions de recettes dans le cadre de l'autorisation préalable.

La méthode de vote proposée, qui est soumise à votre décision, consiste à procéder à un vote par chapitre.

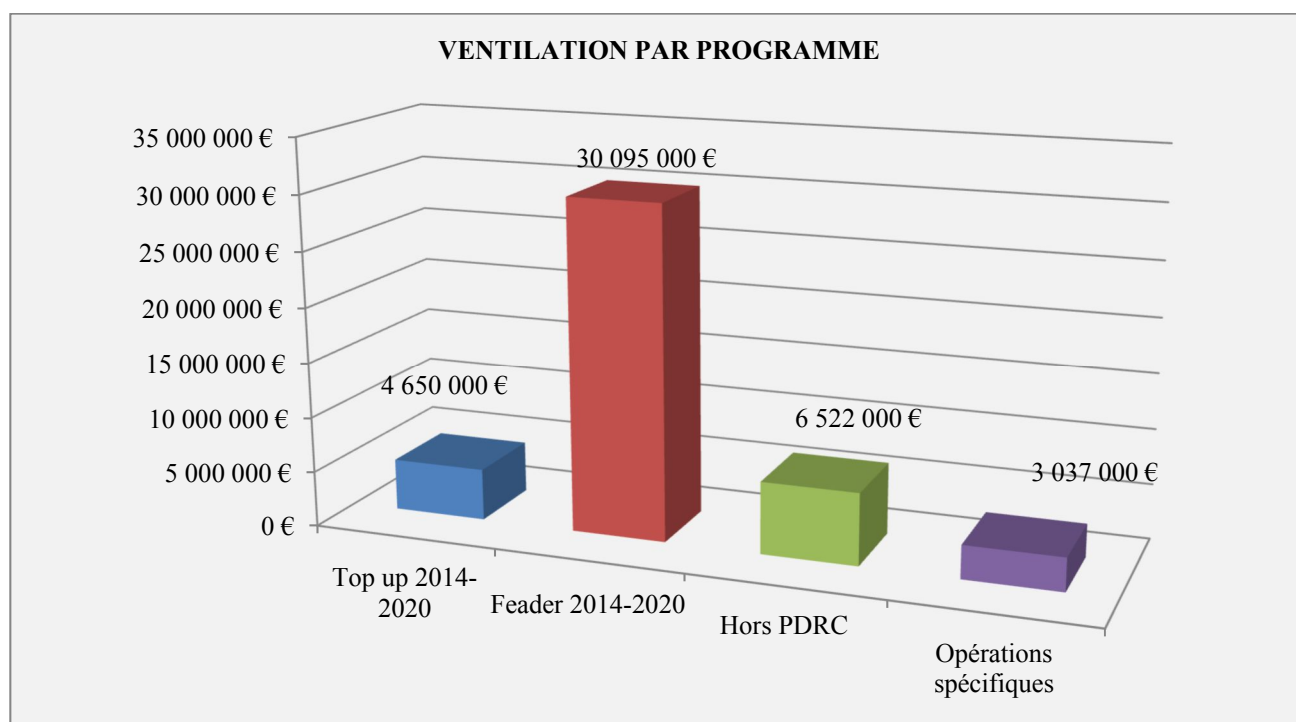
Le rapport au Conseil d'Administration examine successivement les opérations d'intervention et de développement, les sections d'exploitation et d'investissement du budget principal et du budget annexe Feader.

I.1) Les opérations d'intervention et de développement

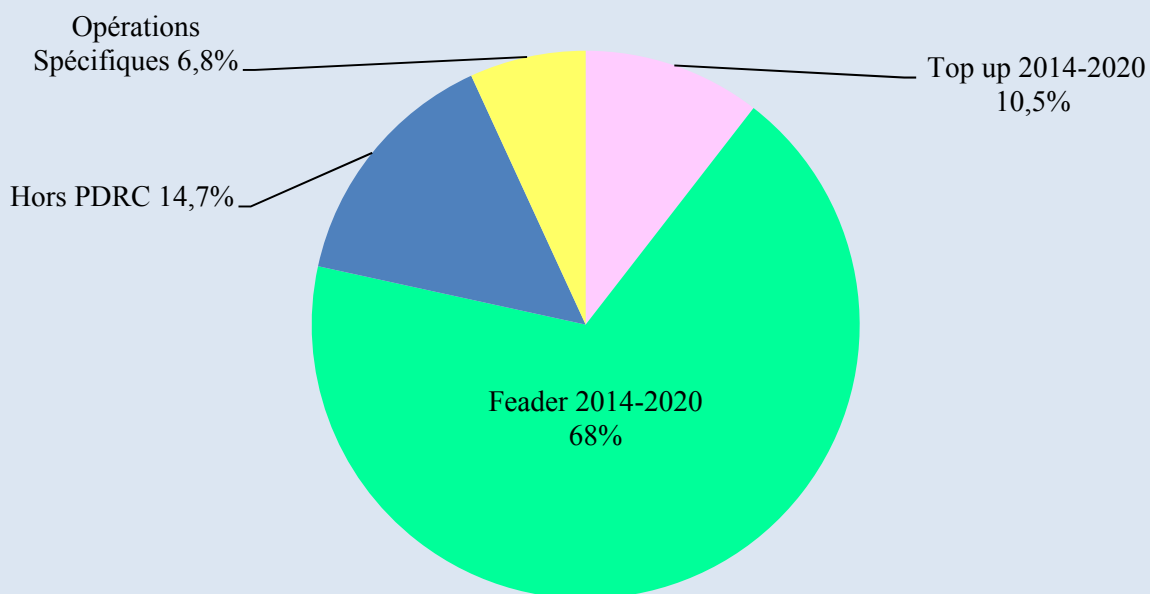
1) La présentation des interventions par programme

Au cours de l'exercice 2020, il est prévu de mettre en œuvre 44 304 000 € d'aides et autres concours dont :

- ✓ 30 095 000 €, soit 68 % du total des interventions prévues, concernent le programme FEADER 2014-2020. Par ordre décroissant d'importance l'Union Européenne contribue pour 19 822 000 €, l'Etat pour 5 723 500 €, la Collectivité de Corse pour 4 515 500 € et les autres financeurs pour 34 000 €.
- ✓ 4 650 000 €, soit 10,5 % des interventions, relèvent du programme Top Up deuxième composante du PDRC. La Collectivité de Corse en finançant 4 350 000 € et l'Etat 300 000 €.
- ✓ 6 522 000 €, soit 14,7 % des interventions, afférents au programme hors PDRC. La Collectivité de Corse étant l'unique contributeur de ce programme
- ✓ 3 037 000 €, soit 6,8 % des interventions, relatifs au programme Opérations Spécifiques. La CDC est également l'unique financeur pour ce programme.



VENTILATION DES INTERVENTIONS SELON LES PROGRAMMES EN %



2) La présentation des interventions par financeur

La répartition des interventions par financeur déclinée par programme est la suivante :

Programmes	U E	Etat	CDC	Autres	Total euros
Top up 2014-2020		300 000	4 350 000		4 650 000
Feader 2014-2020	19 822 000	5 723 500	4 515 500	34 000	30 095 000
Hors PDRC		0	6 522 000		6 522 000
Opérations spécifiques		0	3 037 000		3 037 000
Total euros	19 822 000	6 023 500	18 424 500	34 000	44 304 000
Répartition %	44,7%	13,6%	41,6%	0,1%	100%

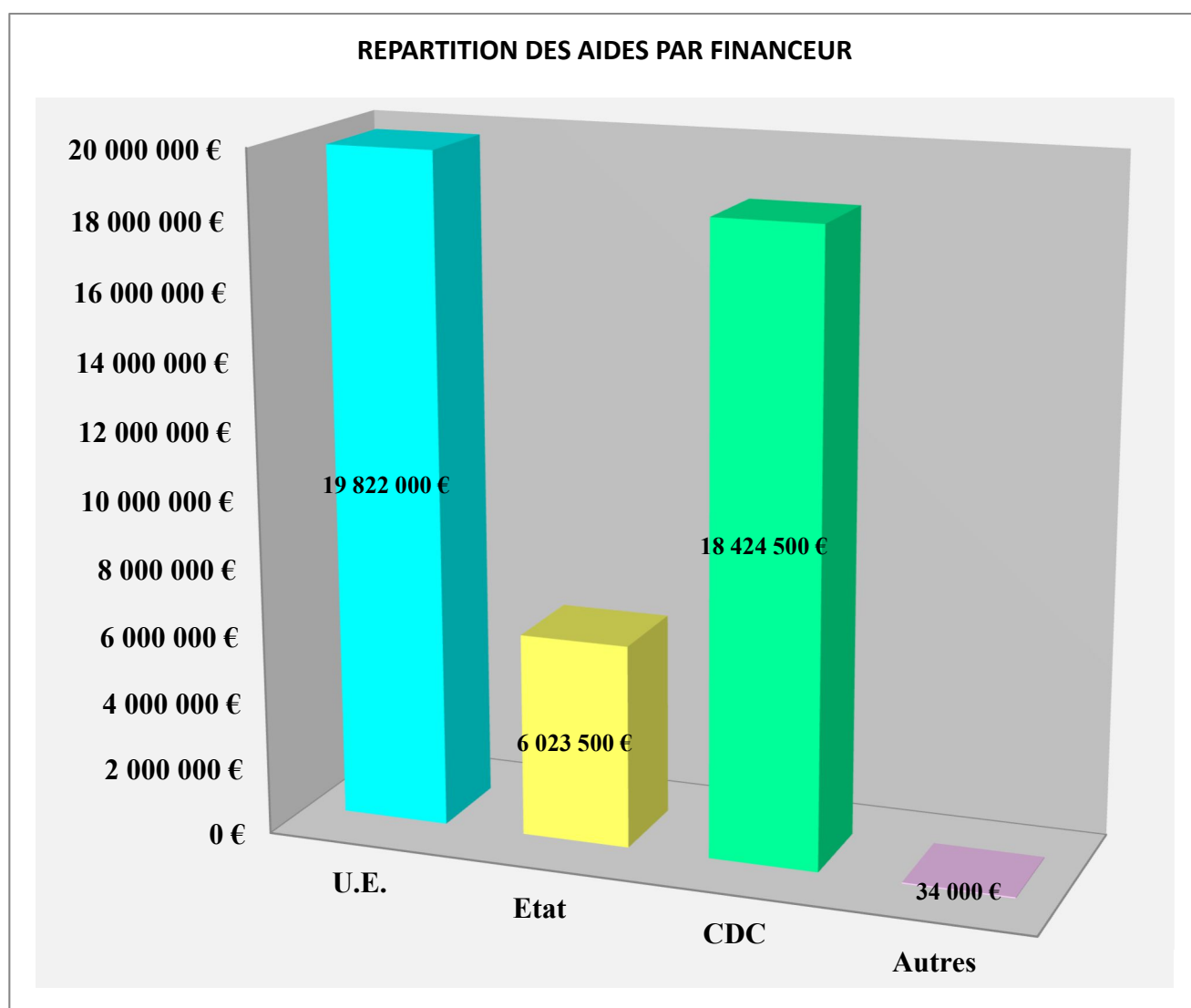
Les dépenses d'interventions prévues se répartissent budgétairement comme suit :

- ✓ Au budget principal pour 24 482 000 € dont :
 - 850 000 € de dépenses en section d'investissement au chapitre 27 au titre des fonds de financement générant un droit à retour des opérateurs financiers gestionnaires de ces fonds.
 - 23 632 000 € de dépenses en section d'exploitation au chapitre 65 pour les contributions financières nationales en provenance de la Collectivité de Corse, de l'Etat et de l'Agence de l'eau, au titre des programmes fléchés plus haut.
- ✓ Au budget annexe pour 19 822 000 € au chapitre 65 en section d'exploitation pour les aides émanant de l'Union Européenne dans le cadre du programme Feader.

Tous programmes confondus, l'Union Européenne contribue pour 44,7 % (19,8 M€) de l'ensemble des interventions prévues, la Collectivité de Corse pour 41,6 % (18,4 M€), l'Etat à hauteur de 13,6 % (6 M€) et les autres financeurs pour 0,1 % (0,03 M€).

On remarquera que l'Etat attribue 95 % de ses crédits à la contrepartie du programme FEADER (5,7 M€ sur un total de 6 M€) à travers principalement les mesures surfaciques, celles relevant de la modernisation des exploitations et l'installation des jeunes agriculteurs.

La répartition des aides par financeur tous programmes confondus s'illustre comme suit :



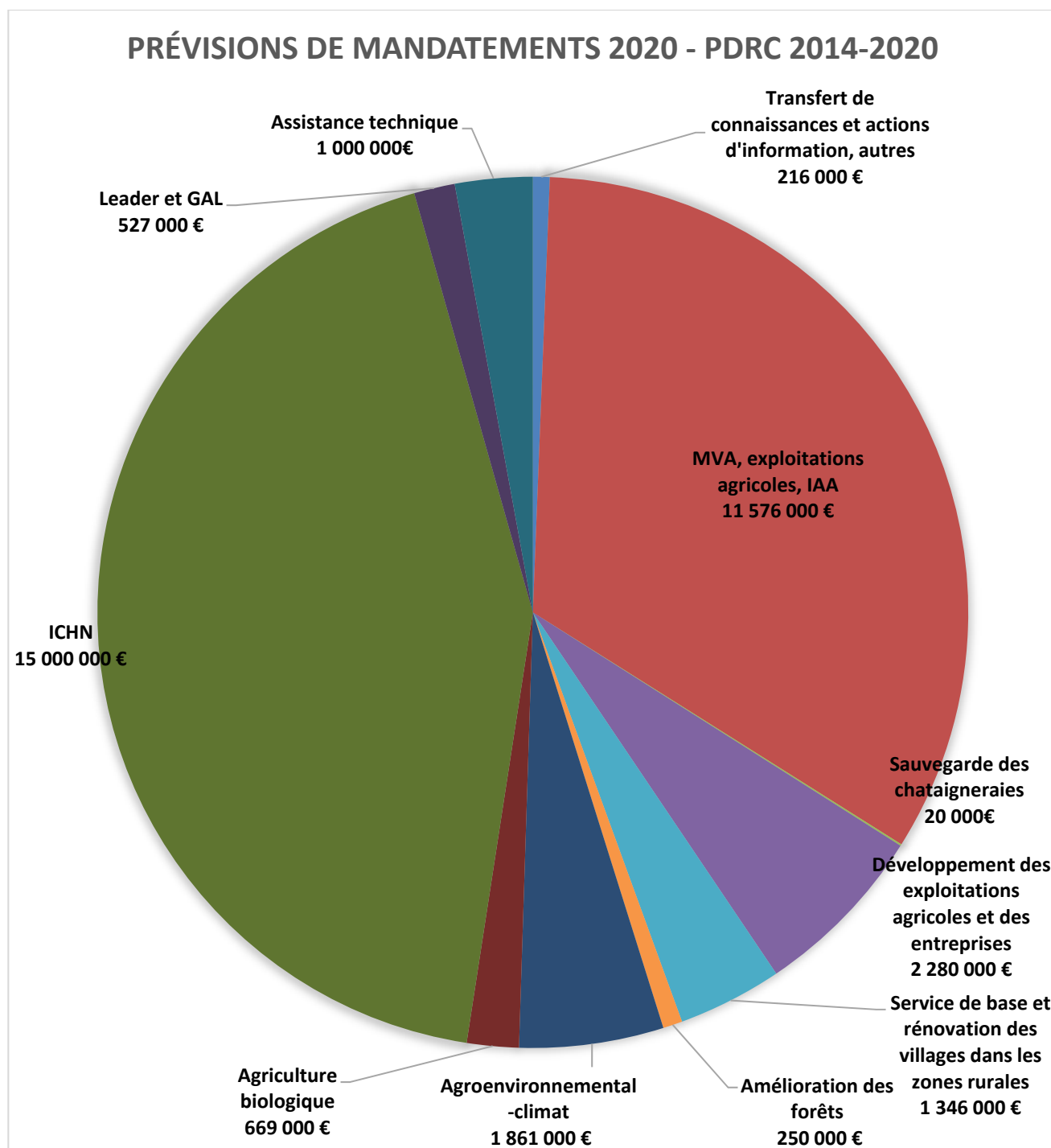
3) Nature des principales interventions au sein des différents programmes

Les interventions principales de l'Office, relevant des dispositifs PDRC 2014-2020, mobilisent 34 745 000 € d'aides, celles afférentes aux actions hors PDRC 6 522 000 € et enfin, celles relatives aux Opérations Spécifiques 3 037 000 €.

Les principaux mandatements d'aides prévus se répartissent dans les natures d'interventions ci-après.

➤ Au titre du PDRC 2014-2020

Le diagramme circulaire ci-dessous retrace les mandatements prévus par action ou groupe d'actions.



✓ **Sept dispositifs ou groupes de dispositifs du PDRC** (tous financeurs confondus) sont à signaler au regard de leur impact financier ; ils représentent 97 % des interventions au titre du programme pour l'exercice 2020 :

- **15 000 000 € pour les indemnités compensatoires aux handicaps naturels.**

Cette mesure vise à maintenir les activités agricoles dans des zones rurales où les conditions d'exploitation sont difficiles, notamment en raison de conditions pédoclimatiques défavorables à l'exploitation des terres. Ces milieux défavorisés, sont menacés de déprise alors que l'activité agricole y est essentielle pour le maintien des paysages ruraux et la préservation des ressources naturelles. Il peut s'agir de zones montagneuses, de territoires à forte pente, de zones humides ou encore de zones sèches. L'agro-pastoralisme et l'élevage herbager sont généralement prédominants sur ces territoires.

Cette mesure permet aussi de compenser une partie des pertes de revenu et des coûts supplémentaires des exploitations agricoles situées dans ces zones par rapport à celles implantées en zones de plaine, afin de les inciter à poursuivre leur activité.

Le volume d'aide pour l'exercice 2020, calculé sur la base d'un taux de cofinancement de 75 % de FEADER et de 25 % de contrepartie Etat, comprend le solde de la campagne 2019 et le premier acompte de la campagne 2020.

- **11 576 000 € relatifs au financement des investissements physiques**

Cette mesure soutient les investissements visant l'amélioration des performances économiques et environnementales des secteurs agricole et sylvicole.

En Corse l'accès au foncier est un enjeu majeur. Il constitue souvent un obstacle à l'installation et au développement de l'agriculture. Un phénomène de périurbanisation grandissant accompagne la disparition de terres à haut potentiel agricole et une spéculation sur le prix du foncier. Cela se traduit notamment par une baisse des surfaces en cultures pérennes, par exemple au titre des cultures arboricoles (kiwi, amande, châtaigne, prune) et agrumicoles. Dans les zones en déprise, en particulier en montagne, le foncier agricole est très morcelé et l'obtention de baux s'avère donc problématique. Le relief handicape l'accès aux parcelles et la logistique des exploitations. Ainsi au cours des années, les effectifs ovins-caprins et porcins, de même que les surfaces en culture, ont diminué alors que la production agricole corse ne satisfait qu'un tiers du marché local.

De plus, un déficit de réalisation des documents d'urbanisme rend difficile la protection des zones agricoles et leur mobilisation. A travers deux dispositifs d'aides, le PDRC vise donc à couvrir les besoins en protection, mobilisation et équipement du foncier agricole, en favorisant la reconquête et la gestion des parcours pastoraux et des cultures pérennes. Dans ce cadre, il est prévu pour 2020 :

- Une aide aux investissements dans les exploitations agricoles et une prise en charge de travaux d'aménagements parcellaires à l'échelle des exploitations, à hauteur de 10 300 000 €.

Le premier dispositif de mise en valeur et d'équipement des exploitations agricoles a pour ambition d'augmenter la productivité ou de diminuer les coûts de production ainsi améliorant la valeur ajoutée ; de mieux organiser la chaîne de travail ou d'optimiser les processus de production ; et d'améliorer l'impact environnemental. Il s'agit d'intervenir sur l'amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles par la réalisation d'investissements structurants et d'équipements de ces dernières. La modernisation des outils de travail permet par conséquent de conforter les filières d'élevage et de production végétale en répondant aux besoins de restructuration des unités d'élevage ; aux impératifs de reconquête et de gestion des parcours pastoraux ; ainsi que de pérennisation de l'arboriculture.

Le deuxième dispositif de prise en charge de travaux d'aménagement permet de financer les exploitants pour l'implantation de cultures pérennes viticoles ou fourragères, le débroussaillage de parcours, la mise en place de l'irrigation, les clôtures et l'accès aux parcelles.

- Une aide aux investissements à vocation collective concernant des infrastructures structurantes dans les secteurs agricole et forestier pour le territoire ; et un soutien aux démarches collectives de valorisation de l'espace agricole, essentiellement liées au pastoralisme pour 476 000 €, améliorant les infrastructures et organisant les zones pastorales selon les préconisations des plans de gestion de ces espaces, en réalisant les travaux de desserte agricole, les clôtures, l'ouverture et l'équipement des parcours collectifs, la rénovation du petit patrimoine bâti.
- Un soutien à travers la mesure Industries Agro-Alimentaires (IAA) à hauteur de 800 000 € visant à accompagner les entreprises de transformation agroalimentaire de produits agricoles, engagées dans un projet économique orienté vers la recherche de technologies et organisations innovantes, génératrices d'activité économique pérenne et réduisant leur empreinte environnementale sur l'ensemble du cycle de vie. Ce dispositif permet, en modernisant les outils, le développement des IAA au travers de l'amélioration de la compétitivité de ces dernières, en renforçant leurs capacités de transformation et de commercialisation, et également, le renforcement de l'ancrage territorial des filières agro-alimentaires, par le développement du lien avec l'amont agricole pour l'ensemble des secteurs concernés (productions animales et végétales et l'émergence de circuits courts favorisant le rapprochement producteurs/consommateurs).

- **2 280 000 € au bénéfice du développement des exploitations agricoles et des entreprises.**

Cette mesure, répondant à la chute du nombre d'exploitations insulaires, vise à soutenir le développement économique et favoriser la création d'emploi dans les zones rurales. Elle soutient principalement les activités agricoles, notamment les nouvelles installations en agriculture des jeunes agriculteurs ; la diversification des exploitations agricoles vers des activités non-agricoles ; et le développement d'entreprises en zones rurales. Les aides prévues sont :

- L'aide à l'installation des jeunes agriculteurs s'élevant à 2 070 000 €, octroyée via la Dotation Jeunes Agriculteurs (DJA), dotation en capital nécessaire au démarrage à l'installation, aux candidats âgés de moins de 40 ans qui souhaitent s'installer comme chef d'exploitation agricole pour la première fois et qui disposent des compétences et connaissances professionnelles suffisantes.
- L'aide aux investissements soutenant la création ou le développement d'activités économiques non agricoles mobilisant 210 000 € de crédits. L'objectif des opérations de soutien aux projets de diversification non agricole en lien avec une activité agricole et d'accompagnement des entreprises rurales souffrant d'un déficit de compétitivité avéré, étant de favoriser l'économie rurale en termes d'emploi, de développement local et de respect de l'environnement.

- **1 861 000 € d'aides appuyant les actions agroenvironnementales et climatiques.**

La Corse, île montagne, est soumise à des contraintes pédoclimatiques importantes. L'activité agropastorale est largement développée sur le territoire et présente de nombreux avantages pour la préservation de la biodiversité et l'entretien de milieux menacés de fermeture. Cependant, la déprise agricole est forte dans ce territoire, ce qui entraîne une perte de biodiversité, une dégradation du patrimoine paysager et une augmentation des risques d'incendies.

Pour enrayer ce phénomène, les Mesures Agroenvironnementales et Climatiques (MAEC) ciblent le maintien des systèmes agro-pastoraux et des milieux en déprise, la qualité de l'eau, et la lutte contre les incendies.

Cette mesure permet d'accompagner les exploitations agricoles qui s'engagent dans le développement de pratiques combinant performance économique et performance environnementale ou dans le maintien de telles pratiques lorsqu'elles sont menacées de disparition. C'est un outil clé pour la mise en œuvre du projet agro-écologique. Les agriculteurs souscrivant les mesures agro-environnementales et climatiques s'engagent sur plusieurs années à modifier ou maintenir leurs pratiques agricoles ou leur mode de production selon un cahier des charges spécifique à chaque MAEC. En respectant ceux-ci, ils contribuent à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ce changement, à la protection et l'amélioration des écosystèmes, des paysages, des ressources naturelles et de la diversité génétique.

L'aide, calculée sur la base d'un taux de cofinancement de 50 % de Feader et de 50 % de contrepartie nationale, correspond à une compensation financière versée à l'agriculteur destinée à couvrir les coûts supplémentaires et ou les pertes de revenus résultant des engagements souscrits dans le cadre des MAEC, allant au-delà des exigences et normes réglementaires obligatoires.

- **1 346 000 € finançant les services de base et la rénovation des villages dans les zones rurales.**

Cette mesure vise à soutenir le développement de l'économie rurale, des infrastructures locales de services de base, afin de valoriser le potentiel de croissance économique, favoriser l'inclusion sociale et encourager le développement durable des zones rurales. Elle permet aussi d'assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, de contribuer à la planification du développement rural ; et d'améliorer la qualité de vie en milieu rural, à travers le développement des services de base et des activités récréatives. Il s'agit aussi d'accompagner les territoires ruraux dans la mise en œuvre d'investissements publics dans les zones naturelles, les sites Natura 2000 et les zones à haute valeur naturelle ; de favoriser la mise en place et l'amélioration des services essentiels à la population et à l'accueil en milieu rural dans la perspective de faciliter l'installation de nouvelles populations ; de valoriser les circuits de découvertes patrimoniaux.

- **1 000 000 € en faveur de l'assistance technique.**

La mesure soutient l'assistance technique des programmes de développement rural régionaux (PDRR). A ce titre, elle finance des actions liées à la mise en œuvre du Feader et la mise en réseau des acteurs ruraux. L'assistance technique prévue dans chaque PDRR concerne le financement des actions de mise en œuvre spécifique au programme par l'autorité de gestion. Elles relèvent des missions de préparation du PDRR ; d'organisation des instances de gouvernance de ce dernier ; de pilotage opérationnel, de suivi et d'évaluation du programme ; d'animation et de gestion des dispositifs ; de sécurisation juridique, de gestion des plaintes et de contrôle interne des procédures.

Diverses actions sont mises en œuvre plus spécifiquement pour renforcer les capacités des autorités de gestion pour administrer les fonds et simplifier leur utilisation pour les bénéficiaires. Cette aide est financée à 50 % par des crédits Feader et 50% en autofinancement public.

- **669 000 € destinés à l'Agriculture Biologique (AB).**

L'Agriculture Biologique est un mode de production et de transformation respectueux de l'environnement, du bien-être animal et de la biodiversité, améliorant la résilience des systèmes de production face aux changements climatiques. En particulier, concernant la production végétale, les produits agricoles sont cultivés sans recours aux produits chimiques de synthèse et sans organisme génétiquement modifié. Les produits

issus de l'Agriculture Biologique sont contrôlés par un organisme indépendant agréé par les pouvoirs publics. Le logo bio européen et le logo AB garantissent que le produit respecte les règles de l'agriculture biologique.

Cette mesure vise à compenser tout ou une partie des surcoûts et manques à gagner liés à l'adoption ou au maintien par les agriculteurs des pratiques de l'agriculture biologique (tant qu'ils ne sont pas compensés par le marché), ceci en comparaison avec les pratiques de l'agriculture conventionnelle. Elle comprend deux aides :

- L'aide à la conversion à l'Agriculture Biologique prévue à hauteur de 507 000 € de crédits pour 2020. Cette aide constitue un des principaux leviers pour accompagner le développement des surfaces en Agriculture Biologique. Elle est accessible à tout agriculteur souhaitant s'engager dans ce mode de production.
- L'aide au maintien de l'Agriculture Biologique fixée à 162 000 € de crédits. Cette aide accompagne les exploitants qui se sont convertis à l'agriculture biologique afin d'éviter les risques de retour vers les pratiques dites « conventionnelles ».

Dans le cadre du Feader, le financement UE se fixe à 75% de la dépense publique totale, et la contrepartie nationale à 25%.

➤ **Au titre des opérations Hors-PDRC**

Un focus est réalisé sur les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs suivants :

- **Le soutien à la structuration des filières et à la promotion des produits sous signe de qualité** sont financés à hauteur de 3 700 000 € et représente 56,7% du programme. Les crédits CDC hors Top Up et FEADER afférents s'inscrivent dans le cadre du plan d'avenir dont les mesures sont instruites conjointement avec FranceAgriMer.

Il s'agit de privilégier notamment les axes qualité, identité et promotion des produits certifiés.

Quatre raisons expliquent la priorité qui est donnée à l'axe qualité en matière d'intervention agricole :

- La qualité des produits et leur certification contribuent à les différencier de productions standard donnant ainsi les meilleures chances à leur valorisation et donc à l'amélioration du revenu des producteurs.
- La qualité et la certification s'avèrent être un outil efficace de protection des savoirs faire et donc de pérennité des produits et des activités de production qui les accompagnent et qui sont localisées dans les zones rurales souvent dans des milieux difficiles.
- La gamme des produits insulaires est un élément fort pour la construction de l'image de l'île.
- La Corse a pu faire reconnaître six produits en Appellation d'Origine Protégée, il s'agit des vins, du brocciu, des miels, de l'huile d'olive, de la farine de châtaigne et de la charcuterie corse ; quatre produits en IGP : clémentine, vins, pomelos et noisette et un Label Rouge clémentine. De nombreuses autres démarches sont toujours en cours : IGP Kiwi, IGP agneaux...

Les réalisations en termes de démarche qualité montrent que celles-ci participent à la pérennisation des productions typiques, au développement de leur marché et de leur notoriété et à l'accroissement de leur prix.

En complément des aides déployées au titre du PDRC 2014-2020 :

- **Les aides relatives aux investissements agricoles et vinicoles** se fixent à 2 300 000 €, soit 35,3% des opérations hors PDRC. Elles ont pour vocation de compléter les dispositifs inscrits au PDRC permettant de poursuivre la modernisation des outils d'exploitation, en particulier au niveau de la filière vinicole. Ces aides sont destinées à financer les bâtiments et équipements agricoles et sont attribuées selon les mêmes conditions (modalités d'intervention, taux...) que celles mises en œuvre dans le cadre du PDRC, conférant ainsi une égalité de traitement des demandes émanant de l'ensemble des agriculteurs.

Elles ont pour vocation de compléter les dispositifs inscrits au PDRC permettant de poursuivre la modernisation des outils d'exploitation, en particulier au niveau de la filière vinicole.

- **Les aides en matière de conseil** s'établissent à 218 000 € favorisant l'accès aux services de conseil ouvert aux agriculteurs, aux gestionnaires de forêts et de terre, également, aux entreprises en milieu rural afin d'améliorer leurs performances économiques et environnementales. Des services de conseil sont fournis pour évaluer les performances économiques et environnementales des exploitations agricoles ; pour identifier les pistes d'amélioration dans le but de renforcer la compétitivité de l'exploitation agricole, et de réduire l'impact environnemental en renforçant leur résilience au changement climatique.

- **Les contributions financières en faveur des investissements forestiers** destinées à soutenir la gestion durable de la forêt et de la sylviculture ; et de l'amélioration foncière mobilisent 180 000 € de crédits. En particulier, la gestion durable des forêts garantit leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité de satisfaire, actuellement et pour l'avenir, les fonctions économiques, écologiques et sociales pertinentes au niveau local sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes. Pour valoriser le patrimoine forestier, notamment la ressource forestière en bois, tout en pérennisant et en assurant la multifonctionnalité des forêts, une attention particulière est accordée à la préservation de la biodiversité et des habitats, la protection contre les risques naturels et la conservation de la qualité des paysages et des richesses culturelles.

- **Les stages de compétences** s'affichent à 100 000 €.

Le dispositif « Contrats de coopération professionnelle agricole » a été mis en place pour compenser les carences en compétences techniques que peuvent présenter les jeunes agriculteurs au démarrage de leurs activités professionnelles.

Il vise à encadrer les conditions d'immersion professionnelle du jeune agriculteur et à la soutenir.

Il porte sur des périodes d'immersion professionnelle visant à acquérir ou à développer des savoir-faire ou des techniques agricoles sur le territoire régional.

Un chef d'exploitation dit confirmé engage un salarié pour une période de 6 mois et ce, au travers d'un Contrat à Durée Déterminée (CDD), pour l'exécution d'une tâche saisonnière correspondant à la saisonnalité de la production concernée.

Un organisme agricole assure la recherche et la sélection des exploitations employeurs et des salariés JA ou en phase d'installation. Il établit la liste des compétences que le salarié devra acquérir et ce, en fonction du diagnostic de ses compétences et des connaissances techniques nécessaires à la bonne gestion d'une exploitation dans la filière concernée. Il constate la bonne réalisation des activités et l'atteinte des objectifs fixés en termes d'acquisition de compétences. En fin de période d'immersion, il atteste de la bonne réalisation du contrat.

➤ **Au titre des opérations spécifiques financées par la Collectivité de Corse**

Pour ce qui concerne les Opérations Spécifiques on relève notamment :

- En partenariat avec la CADEC, **le fonds de financement à destination des associations foncières** afin de « relayer » les subventions FEADER de l'ODARC, et celui mobilisé **au profit des agriculteurs aînés** dans le cadre du financement de projets de modernisation de leurs exploitations. Ce dispositif appelle un financement à hauteur de 600 000 €.

- **Le dispositif de « gestion de crise »** qui mobilise 600 000 € de crédits, vise à prémunir les agriculteurs contre les deux principaux types de risques dans le secteur agricole, à savoir les risques économiques liées aux marchés soumis à la variabilité des prix de vente et des coûts des intrants ; et les risques de production c'est-à-dire la diminution de la production en lien avec des aléas climatiques, des événements sanitaires, phytosanitaires ou environnementaux. Ce dispositif comprend notamment des indemnisations des sinistres liés aux risques de production, subis par les agriculteurs et des indemnisations des agriculteurs subissant une forte baisse de revenus.

- **La promotion des productions agricoles et rurales** qui appelle 300 000 € de subventions.

Ces opérations sont indispensables à l'équilibre général de l'image commerciale des productions agricoles et rurales insulaires à travers notamment la promotion des filières agricoles qui n'ont pas encore obtenu de certification (fruits et légumes, agneau, veau, fromages fermiers...), la promotion générique et la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture corse et à ses spécificités.

- **Les deux fonds de financement destinés aux jeunes agriculteurs** qui s'établissent à 250 000 €.

Le premier fonds de financement relève de la garantie bancaire visant à faciliter l'accès au crédit des jeunes agriculteurs durant les cinq premières années de leur installation, et dont la responsabilité financière est assurée par France Active Garantie.

Le deuxième fonds permet de faciliter l'accès au crédit des jeunes agriculteurs à travers l'obtention de prêts d'honneur également sur les cinq premières années de leur installation.

En local les deux fonds sont animés (Sélection des dossiers, comités d'engagement, suivi...) par l'association Corse Active Pour l'Initiative.

- **L'appui aux SAFER et à la mobilisation du foncier** prévus à hauteur de 250 000 €.

Au regard de l'état du marché foncier à usage agricole (indivision occupation des sols sans titre, faiblesse des aménagements fonciers), cet appui a pour objectif de soutenir l'action d'opérateurs fonciers afin qu'ils puissent dynamiser l'agriculture et les espaces forestiers, protéger l'environnement, les paysages et les ressources naturelles, et accompagner le développement de l'économie locale.

Cet appui a également vocation à compléter les interventions de la Collectivité de Corse au travers du PDRC et des fonds Hors FEADER et hors Top Up dans le domaine du soutien aux associations foncières autorisées qui sont des outils d'aménagement foncier et de développement à disposition des territoires et des collectivités locales.

Une véritable dynamique s'est en effet instaurée depuis quelques années sous l'impulsion de l'ODARC et de plus en plus de communes ou structures intercommunales s'inscrivent dans une démarche de création d'associations foncières de propriétaires, seul véritable outil juridique permettant de mobiliser un foncier morcelé, indivis mais également non titré.

L'accompagnement de ces acteurs ayant une volonté d'aménagement et de développement de leur territoire demeure toujours une priorité pour la CDC et l'ODARC.

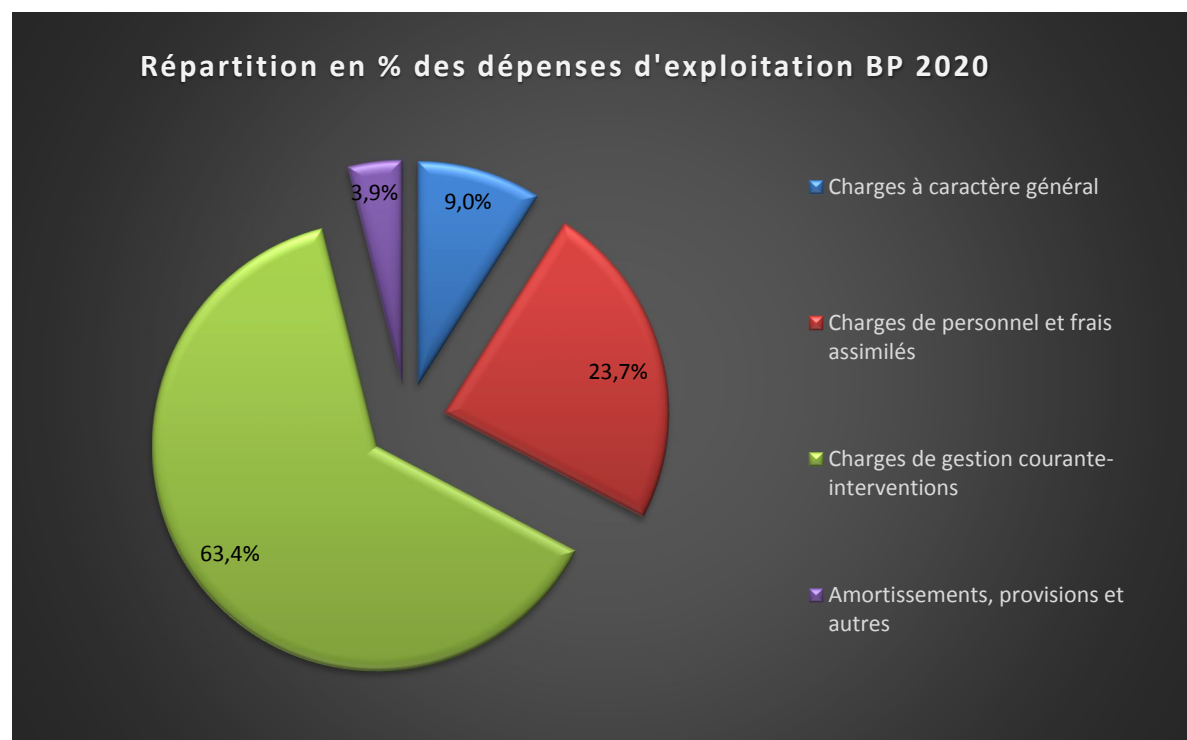
I.2) La section d'exploitation du Budget Principal

1) Les dépenses

LES DEPENSES : 37 273 863 €

Le total des dépenses du Budget Principal se décline dans le tableau suivant :

Section d'exploitation Budget Principal Dépenses	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020	Evolution BP 2020/ BP 2019
Charges à caractère général	3 000 000 €	3 345 800 €	11,53 %
Charges de personnel et frais assimilés	8 735 000 €	8 839 000 €	1,19 %
Charges de gestion courante-interventions	21 789 000 €	23 632 000 €	8,46 %
Amortissements, provisions et autres	1 898 073 €	1 457 063 €	- 23,23 %
Sous-total	35 422 073 €	37 273 863 €	5,23 %
Virement à la section d'investissement	5 575 €	0 €	- 100 %
Total	35 427 648 €	37 273 863 €	5,21 %



L'évolution des dépenses totales s'établit à 1 846 215 €, soit une augmentation de 5,21 % par rapport au Budget Primitif 2019.

Cette évolution peut être retracée selon les variations suivantes :

- ❖ Les charges à caractère général augmentent de 11,53 % soit en valeur de 345 800 €. Concernant les postes en hausse, on relève le renouvellement du marché pluriannuel d'assurances (+270 000€), l'accroissement du parc automobile locatif (+52 000 €), la mise place d'une procédure exceptionnelle d'achat de viande d'agneau, de cabri et de veau surgelée (+180 000 €) aux fins de revente au sein de circuits de distribution spécialisés, et permettant de répondre aux difficultés de débouchés économiques subies par les filières ovine-caprine et bovine face à la crise sanitaire provoqué par le coronavirus (voir détail infra). A cela s'ajoutent les frais de télécommunications qui progressent de 32 500 € au regard d'un renforcement des réseaux exigé par les impératifs liés à la mission d'Organisme Payeur de l'Office ; les frais de déplacement qui augmentent de 20 500 € vis-à-vis de la montée en charge des actions de développement des chargés de projets sur le terrain, et de la mise en œuvre du programme européen Terragir III. Enfin les autres articles constitutifs de ce chapitre ont été budgétairement resserrés et affichent une réduction globale de 209 200 € par rapport à 2019.
- ❖ Les charges de personnel et frais assimilés progressent de 1,19 % à savoir de 104 000 €, et n'appellent pas de commentaire particulier à ce niveau puisqu'une analyse détaillée est servie plus bas.
- ❖ Les opérations d'interventions au titre du Budget Principal s'accroissent globalement de 1 843 000 € soit en pourcentage de 8,46 %.
Au titre du PDRC un certain nombre de mesures soutiennent cet accroissement : la modernisation des exploitations, la mise en valeur agricole et les industries agroalimentaires progressent de 1 575 000 €, la mesure DJA augmente de 941 000 €, les sentiers du patrimoine de 110 000 €, les infrastructures forestières et exploitations forestières de 199 500 €, et les services de base en milieu rural de 196 000 €.
De même, dans le cadre du programme hors PDRC les mesures en faveur des investissements agricoles et l'appel à projet collectif agricole progressent de 1 000 000 €, l'aide viticole simplifiée et les investissements vinicoles de 200 000 €, les contrats de coopération professionnelle agricoles de 100 000 €, la rénovation et la création de vergers de 100 000 € et l'accompagnement des outils forestiers de 50 000 €.

L'ensemble des autres mesures tous programmes confondus, se réduit de 2 628 500 € au regard notamment d'arbitrages budgétaires imposés à l'Office et des mesures agroenvironnementales qui représentent environ la moitié de cette variation du fait du rattrapage en termes de paiement de plusieurs campagnes antérieures sur l'exercice 2019.
- ❖ Les autres dépenses (amortissements, provisions et autres) baissent de 446 585 € soit de 23,46 %.
On remarquera à ce titre que l'impact de la charge de reversement au bénéfice des financeurs nationaux suite aux ordres de reversement émis auprès de bénéficiaires d'aides n'ayant pas respecté leurs obligations contractuelles, s'avère beaucoup moins important que sur l'exercice 2019.

L'ensemble des dépenses qui se fixe à 37 273 863 €, se détaille comme suit :

✓ **Les charges à caractère général – chapitre 011** : 3 345 800 € soit 9 % du total général.

Les charges à caractère général se composent des éléments suivants :

- **Les achats** avec 435 500 € qui se rapportent principalement aux carburants et fluides (69 000 €), aux fournitures administratives (38 000 €), aux fournitures agricoles (55 000 €), aux fournitures non stockables (52 000 €), et aux achats de marchandises pour 180 000 €. Concernant ce dernier poste qui n'était pas ouvert lors du précédent budget, une précision d'ensemble s'avère nécessaire.

Dans le cadre de la crise COVID-19, la fermeture des restaurants, la faible consommation des ménages dont la préférence va à l'achat des produits de première nécessité et l'impossibilité d'exporter vers la Sardaigne, engendrent des difficultés aux éleveurs ovins, caprins et bovins pour écouler leurs produits. Ainsi, l'ODARC achètera les agneaux, cabris et veaux invendus durant les mois de mars et avril 2020. Cette organisation s'établira en lien avec le groupement des producteurs corses de Roquefort et l'AREO afin que les éleveurs puissent être immédiatement payés. Ces groupements achèteront les produits en vif, assureront leur abattage, découpe, surgélation et stockage. Ces derniers vendront les produits qui n'ont pas pu être écoulés à l'ODARC. Le même type d'opération sera réalisé avec les veaux en partenariat avec les associations de producteurs organisés (Altra Carri, ADEB...). Une fois la crise passée, ces groupements vendront pour le compte de l'ODARC les agneaux, cabris et veaux stockés et lui rétrocéderont les produits de ces ventes.

Ces postes représentent 90,5 % de l'ensemble des achats.

- **Les services extérieurs** avec 1 497 000 € afférents notamment aux dépenses infra qui représentent 91% du total du poste :

- Au titre de la sous-traitance on note que : 310 000 € relèvent d'opérations liées à la promotion de l'agriculture et des produits agricoles, 150 000 € concernent la campagne de contrôle SIGC, 92 000 € sont relatifs à la valorisation et à la certification des bois corses, ainsi qu'à diverses études liées notamment aux problématiques forestières, et 45 000 € sont liés à l'étude visant à la création d'un pôle « viande ».

Concernant ce dernier point, il s'agit d'une étude préalable qui fait partie du processus de création d'une filière de valorisation des viandes relevant de petits ruminants (agneaux de lait issu de la production laitière incluant les réformes ovines, et cabris incluant les réformes caprines), et qui a pour enjeu de permettre une commercialisation complète, équitable, sécurisée et pérenne des animaux issus du territoire corse.

Ce projet de pôle viande regroupant un abattoir spécialisé, un atelier de transformation, un atelier de surgélation et une unité d'expédition a pour finalité d'apporter des solutions face aux constats actuels de la profession qui se traduisent par une incapacité à valoriser correctement leurs produits et plus particulièrement les agneaux de lait qui sont majoritairement commercialisés en vifs vers la Sardaigne.

- Les locations mobilières et immobilières se fixent à 207 500 €. Elles progressent de budget à budget de 52 000 € suite à l'accroissement du parc locatif automobile lié au renforcement des actions de développement de l'établissement.
 - Les travaux d'entretien et de maintenance sont prévus à hauteur de 186 000 €, et connaissent une diminution de 92 000 € au regard principalement des réductions de coûts d'entretien liés aux bâtiments d'exploitation de la station d'Altiani et à ceux relatifs aux outils informatiques.
 - Les primes d'assurance s'élèvent à 340 000 €, et connaissent une variation en valeur de 270 000 € suite au renouvellement du marché pluriannuel inhérent aux contrats d'assurance de protection des biens et personnes.
 - Les frais de documentation et de formation s'établissent à 33 500 €. Les dépenses de formation diminuent de 13 000 € par rapport au budget 2019, mais avec un recentrage sur le cœur de métiers de l'Office notamment en matière de développement agricole.
- **Les autres services extérieurs** avec 1 402 000 € qui sont liés principalement :
 - Aux actions d'annonces et insertions (107 000 €) et publications (115 500 €) effectuées notamment dans le cadre des opérations de promotion de l'agriculture insulaire et des produits agricoles. Les dépenses de publication enregistrent un niveau de prévision moindre qu'en 2019 dans un souci d'internalisation.
 - Aux déplacements missions-réceptions (137 500 €) réalisés au titre des missions dévolues à l'Office en particulier en matière d'instruction, de contrôle, de paiement des aides et de conseil auprès des bénéficiaires. Ces dépenses augmentent de 13 500 € par rapport à celles prévues en 2019 au regard principalement de l'intensification des actions de développement trouvant son écho avec le renfort de techniciens supplémentaires prévus au budget du personnel 2020.
 - Aux rémunérations d'intermédiaires et honoraires (90 500 €). Elles baissent de 10 500 € par rapport au BP 2019 du fait de la réduction du nombre de procédures contentieuses.
 - Aux frais de nettoyage des locaux (45 000€), et aux frais de télécommunications et postaux (128 000 €). Les dépenses liées aux télécommunications progressent de 32 500 € par rapport au renforcement des réseaux imposés par les missions d'Organisme Payeur des aides Feader au titre de la politique de sécurité des systèmes d'information et du plan de continuité d'activité.
 - Enfin, le poste « foires et expositions » se fixe à 750 000 € dont 550 000 € sont dédiés à la gestion du Salon International de l'Agriculture, et autres actions de promotion pour 200 000 €.
 - **Des impôts, taxes et versements assimilés** constitués des taxes fiscales et des autres impôts qui s'élèvent à 11 300 €.

L'ensemble de ces dépenses pèsent pour 98,8 % du poste « Autres services extérieurs ».

✓ **Les charges de personnel et frais assimilés - chapitre 012** : 8 839 000 € soit 23,7 % du total général.

Le budget du personnel au titre de l'exercice 2020 a été construit sur la base des hypothèses principales suivantes :

- Le rehaussement du plafond de la sécurité sociale à hauteur de 3 428 € mensuel.
- Le point d'indice fixé à 5,2664 identique à 2019.
- Un départ à la retraite prévisible.
- La mise en disponibilité en filière technique d'un agent technique, et en filière administrative d'un rédacteur principal.
- Trois mises à disposition, en filière administrative concernant un chef de division, un chef de service et en filière technique un responsable technique.
- La valeur du titre restaurant fixée à 9,25 € avec une participation de l'Office inchangée de 60 %.
- Les effectifs du personnel en emploi permanent à 123 postes budgétaires, représentant 114,6 ETP prévus au budget.
- La mobilisation de Contrats à Durée Déterminée à hauteur de 11,1 ETP, la prévision de contrats d'Apprentissage pour 2,5 ETP et d'un contrat Cifre représentant 1 ETP.
- La reconduction du fonds social proposée à hauteur de 1 525 €

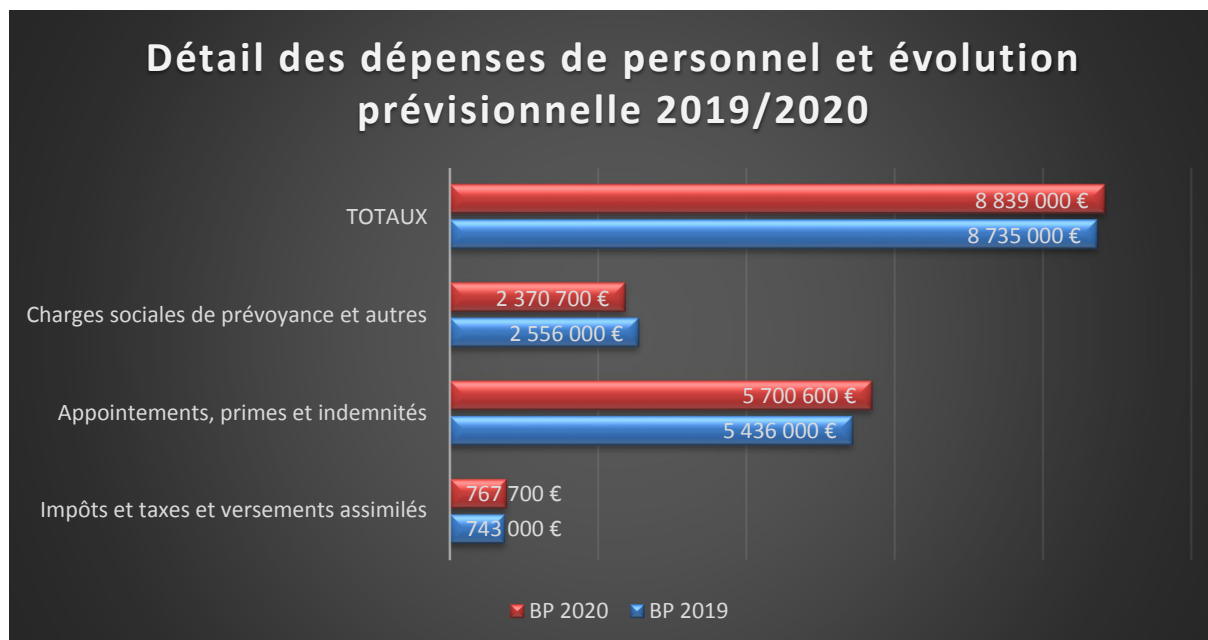
• En termes d'évolution, les charges de personnel et frais assimilés progressent globalement en volume de 104 000 € de budget à budget entre 2019 et 2020. Cet accroissement se compose d'appointements et de congés payés pour 242 500 €, de primes et indemnités pour 22 100 € et de charges sociales et impôts et taxes assis sur les salaires pour -160 600 €, avec un impact favorable notamment du taux de cotisation patronale d'assurance maladie/invalidité/décès qui est passé de 13% budgétisé en 2019 à 7% en 2020. Ce dernier élément venant fortement compenser l'accroissement dû au renforcement des effectifs permanents passant de 119 postes en 2019 à 123 postes budgétaires en 2020, et dont l'objectif est de redynamiser et d'élargir les missions de l'Office, s'articulant autour de l'installation et de l'accompagnement des jeunes agriculteurs, de l'ingénierie et du conseil auprès des exploitants agricoles et forestiers et des acteurs du monde rural.

• Au niveau de la structure des emplois, en comparant les éléments figurant au budget primitif 2019 et ceux constituant le budget primitif 2020, sur un total de 123 postes budgétaires représentant 114,6 ETP, la répartition en termes d'effectifs de la structure des emplois permanents devient plus favorable à la filière technique qui passe de 47% à 49% des emplois concernés, alors que la répartition en pourcentage des postes par catégorie reste quant à elle stable.

• Concernant les emplois non permanents des agents non titulaires, le nombre de contrats à durée déterminée progresse entre les deux budgets passant de 9 à 11,1 équivalent temps plein (ETP) afin de pallier les absences du personnel titulaire et de répondre au surcroît d'activité. Les contrats à durée déterminée de remplacement (CDD) augmentent de 2,7 ETP, alors que les CDD pour surcroît d'activité se réduisent de 0,6 ETP.

Le nombre de contrats d'apprentissage reste relativement stable, passant de 2,2 à 2,5 ETP.

Le contrat Cifre représentant 0,3 ETP en 2019 passe à 1 ETP en année pleine sur 2020. A ce titre, il faut souligner que l'ODARC collabore prioritairement avec l'Université de Corse dans l'objectif de favoriser la formation en entreprise et l'insertion professionnelle des jeunes insulaires sur le marché local du travail.



✓ **Les charges de gestion courante-interventions** - article 658 : 23 632 000 € soit 63,4 % du total général.

Les opérations d'intervention et de développement, en dehors de celles retracées au Budget Annexe FEADER, augmentent de 1 843 000 € soit 8,46 %, tel qu'expliqué supra.

✓ **Les amortissements, provisions et autres chapitres 65 à 68, 022 et 042** : 1 457 063 € soit 3,9 % du total général.

Ce poste regroupe les dotations aux amortissements et provisions, les charges exceptionnelles, et les autres charges de gestion courante (hors comptes 658 liés aux interventions). Il se décompose comme suit :

- **Redevances et autres charges de gestion courante** : 2 200 €, poste qui n'appelle pas de commentaire particulier.

- **Indemnités et frais de mission des élus** : 18 000 €, qui sont prévisionnellement constitués de l'indemnité de représentation du Président de l'Office et du remboursement de frais autres élus de la CDC assistant aux différents Conseils d'Administration de l'établissement.

- **Pertes sur créances irrécouvrables** : 12 500 €. Ce poste concerne les créances issues de la gestion des fonds d'interventions qui n'ont pu être recouvrées pour cause notamment d'insolvabilité ou de disparition du débiteur. On notera que ces admissions en non-valeur prévues, n'appellent pas de reprises sur provisions, car le défaut de règlement des créances visées n'entraîne pas de risque financier pour l'Office, celui-ci étant entièrement assumé par les bailleurs de fonds nationaux.

- **Charges exceptionnelles** : 486 000 €. Ce chapitre concerne 161 000 € de prévisions de remboursement de subventions aux différents financeurs nationaux suite à des ordres de versements à émettre envers des bénéficiaires d'aides, 260 000 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de versement suite à défaut de droit, 50 000 € au titre de la contribution statutaire de l'ODARC au fonctionnement du Syndicat Mixte de l'Abattage de Corse et 15 000 € à titre divers.

- **Amortissements** : 799 000 € au titre de la prévision pour dépréciation des actifs immobilisés calculés sur la base des acquisitions antérieures auxquelles se rajoutent les acquisitions projetées sur l'exercice 2020.

- **Dépréciations des actifs circulants** : 4 000 € concernant des créances ne relevant pas des conséquences des contrôles relatifs aux interventions de l'Office ayant entraînés l'émission d'ordres de versement.

- **Provisions pour risques et charges** : 100 000 € inhérents à la provision pour Compte Epargne Temps.

- **Dépenses imprévues** : 8 000 €, permettant éventuellement d'alimenter en cours d'exercice un article non ouvert au présent budget, à justifier par une délibération et les pièces justificatives afférentes en cas d'utilisation de ces crédits.

- **Stocks issus des stations expérimentales** : 27 363 €. Il s'agit des stocks initiaux afférents au cheptel ovien et aux aliments dédiés.

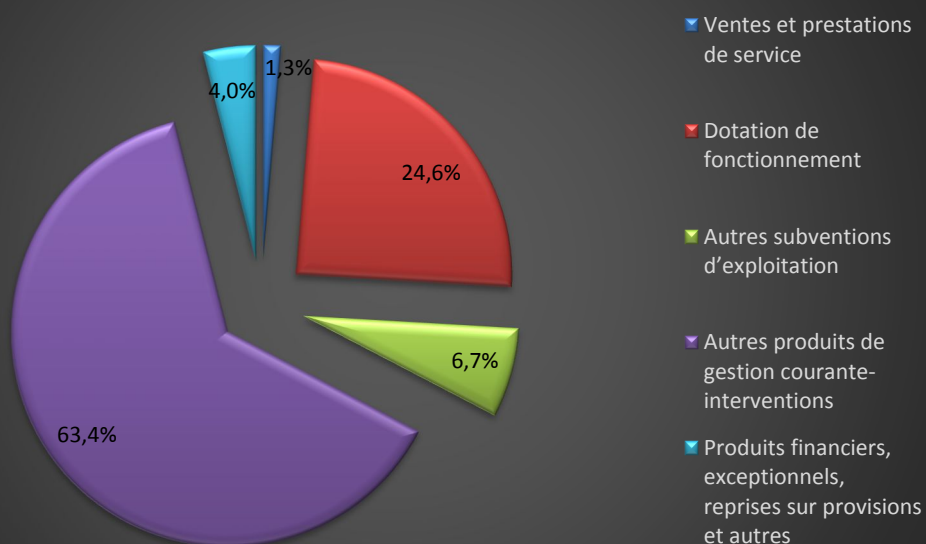
2) Les recettes

LES RECETTES : 37 273 863 €

Le total des recettes du Budget Principal se répartit ainsi :

Section d'exploitation Budget principal Recettes	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020	Evolution BP 2020 / BP 2019
Ventes et prestations de service	264 000 €	497 000 €	88,26 %
Dotation de fonctionnement	8 979 000 €	9 163 000 €	2,05 %
Autres subventions d'exploitation	2 401 800 €	2 508 000 €	4,42 %
Autres produits de gestion courante- interventions	21 789 000 €	23 632 000 €	8,46 %
Produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres	1 993 848 €	1 473 863 €	- 26,08 %
Total	35 427 648 €	37 273 863 €	5,21 %

Répartition en % des recettes d'exploitation BP 2020



Par rapport au Budget Primitif 2019, les recettes totales augmentent de 1 846 215 € soit de 5,21 %.

Cette évolution des recettes peut être détaillée à partir des variations suivantes :

- ❖ Les ventes et prestations de service progressent de 233 000 € soit en pourcentage de 88,26 % par rapport au Budget 2019. Cet accroissement est lié essentiellement aux ventes prévisionnelles de viande d'agneau , de cabri et de veau surgelée (+180 000 €) issues de la procédure d'achats décrite supra pour soutenir la filière ovine-caprine face aux conséquences économiques générées par l'épidémie de coronavirus, et à la mise à disposition d'un agent de l'Office au profit du SMAC à un coût salarial refacturé plus important, en remplacement de l'agent mis à disposition initialement et qui est actuellement en longue maladie.
 - ❖ La dotation de fonctionnement augmente de 184 000 €, soit 2,05% en comparaison au Budget 2019.
 - ❖ Les autres subventions d'exploitation s'accroissent de 106 200 € sous l'effet essentiel de la mise en œuvre du programme européen Terragir III.
 - ❖ Les recettes afférentes au financement des opérations d'intervention progressent de 1 843 000 € dans les mêmes proportions que les dépenses qu'elles financent soit de 8,46 % hors part UE- FEADER détaillée au Budget Annexe.
 - ❖ Les autres recettes (produits financiers, exceptionnels ...) enregistrent une baisse de 519 985 €. Cette réduction est liée principalement au fait que le montant prévisionnel des ordres de reversement à émettre auprès de bénéficiaires d'aides n'ayant pas respecté leurs obligations contractuelles se situe à un niveau bien inférieur à celui prévu en 2019.
- ✓ **Les ventes et prestations de service - chapitre 70** : 497 000 € soit 1,3 % du total général.

Ce chapitre comprend la mise à disposition de personnel (235 000 €) ; les ventes de viande d'agneau, de cabri et de veau surgelée (180 000 €) ; les ventes relatives au lait et au cheptel au titre de la station expérimentale d'Altiani (73 000 €) ; et les locations diverses (9 000 €).

- ✓ **Les subventions d'exploitation - chapitre 74** : 11 671 000 € soit 31,3% du total général.

Ce chapitre se compose de deux postes :

- **La dotation de fonctionnement** octroyée par la Collectivité de Corse qui s'établit à 9 163 000 €, augmente de 2,04 % après trois années de statuquo. On notera que le taux annuel d'accroissement moyen se fixe à 0,68 % par an sur la période 2017-2020, démontrant que l'office poursuit ses efforts en termes de maintien des charges de personnel à périmètre comparable.

- **Les autres subventions d'exploitation** qui s'élèvent à 2 508 000 €.

Ces dernières financent les missions et les programmes déclinés ci-après.

- L'organisation du Salon International de l'Agriculture appelle 550 000 € de crédits émanant de la Collectivité de Corse.

La CDC et l'ODARC poursuivront leur présence et leur collaboration auprès des Chambres d'Agriculture afin de promouvoir l'agriculture insulaire et les produits du terroir, et donner au grand public une image positive de la Corse.

- L'assistance technique FEADER (300 000 €) rémunère les coûts générés par les activités de préparation, gestion, suivi, évaluation, contrôle et d'information du Programme de Développement Rural de la Corse (PDRC) confiées à l'ODARC, et qui sont éligibles à l'aide communautaire au titre de la mesure n° 20 du FEADER.
- Le programme Terragir III mobilise 83 000 € de contribution européenne.

L'ODARC participe en tant que partenaire au projet de coopération Terragir III du programme Marittimo. Dans ce cadre, il s'est fixé pour objectif de développer des paquets touristiques pour la région Corse en cohérence avec l'offre existante de la route des sens authentiques dont l'ODARC est propriétaire. Il s'agit d'une offre de courts séjours hors saison incluant hébergement et activités à la ferme notamment.

En tant que partenaire, l'Office participe aux réunions techniques et aux comités de pilotage du projet. Il est également responsable de la composante Promotion, Marketing et Communication du projet et doit donc définir et développer un plan d'action marketing pour ces paquets touristiques, pour l'ensemble du partenariat.

Il s'agit donc concrètement de mener les activités suivantes:

- Développement des paquets touristiques: sécuriser les offres des différents prestataires (charte qualité, contrat d'engagement...), mettre en place les modalités de commercialisation (Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la commercialisation, intégration web dans le site « Gusti », adoption d'un système de Booking...) et suivre le lancement de l'offre.
 - Mise en place du plan d'action marketing: charte graphique, définition d'un calendrier d'événements et organisation de la participation du projet à un ou à deux événements internationaux majeurs dans le secteur du tourisme.
- Les missions agricoles anciennement dévolues à l'Agence de Services et de Paiement pour le compte du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt en tant qu'organisme payeur des aides d'Etat se poursuivent et sont rémunérées à hauteur de 272 000 €.
 - Les actions forestières et l'animation foncière appellent 210 000 € de recettes.

L'accompagnement de la filière forêt bois vise des actions prévues par la délibération de l'Assemblée de Corse du 30 septembre 2016 sur la définition d'une « stratégie territoriale pour le développement économique de la filière forêt et bois de Corse ».

- La certification des bois locaux.

Pour répondre aux besoins du secteur de la construction en matériau bois de qualité et mettre en avant le bois local pour lui offrir de meilleurs débouchés, l'ODARC, en collaboration avec les professionnels, développe la marque Lignum Corsica en l'inscrivant, via le COFRAC, dans une démarche de certification.

- La sensibilisation des maîtres d'ouvrages publics et privés à l'utilisation du bois local.

En complément de l'action certification, l'ODARC sensibilise les maîtres d'ouvrage à l'intérêt d'utiliser du bois local. Il identifie et organise le soutien et le suivi d'opérations exemplaires et démonstratives pouvant servir à une action régionale de promotion des produits « lignum Corsica ». Il conduit une étude de marché pour contribuer à déterminer la place que pourrait occuper le bois local dans la filière bois d'œuvre.

- Le développement d'une marque régionale « Kallisté bois bûche » par l'ODARC déclinant le réseau « France bois bûche » pour permettre de favoriser une clarification et une transparence du marché du bois de chauffage et de sensibiliser les consommateurs et les producteurs à l'intérêt d'une démarche de qualité; notamment sur la mise en vente de bois sec.

- L'action d'accompagnement liée à l'animation foncière conduite par l'ODARC s'inscrit dans la politique de mobilisation du foncier prévue au PADDUC. En partenariat avec la récente Fédération des Associations Foncières de Corse, l'Office vise notamment l'organisation d'un soutien des activités des AFP, afin d'optimiser des mises en valeur et d'assurer une gestion du territoire rural en conformité avec les orientations définies par la Collectivité de Corse.

L'accompagnement se décline en deux opérations principales:

- Un accompagnement administratif, juridique, comptable et de montage des demandes de financement des AFP en tenant compte de leur statut d'établissement public (Associations Syndicales Autorisées) ou de personnes morales de droit privé (Associations syndicales libres).

- Un accompagnement technico-économique pour la programmation et la réalisation des mises en valeur ainsi que pour la gestion du foncier regroupé.

■ La campagne de contrôle SIGC 2019 bénéficie de 150 000 € d'aide régionale.

Le champ des missions confiées à l'ODARC, en tant qu'organisme payeur du FEADER, s'est élargi à une compétence « contrôle » pleine et entière des aides du PDRC 2014-2020.

Cette compétence trouve ses fondements dans les rapports des différents corps d'audit nationaux et européens, et s'appuie en particulier sur le règlement UE n°1306/2013 du 17/12/2013 qui attribue par nature l'ensemble des missions de contrôle aux organismes payeurs.

Comme les contrôles du premier pilier de la Politique Agricole Commune (gestion conservée par l'Etat) peuvent impacter les mesures du deuxième pilier, l'ODARC se voit dans l'obligation de déléguer les contrôles SIGC à l'Agence de Services et de Paiement, dont les coûts sont financés à travers le programme opérations spécifiques de la CDC.

■ Les actions visant à la Promotion des produits et des territoires, et à la sensibilisation du jeune public se poursuivent avec l'appui de la CDC (770 000€), à savoir :

La poursuite d'actions de communication pour les produits agricoles ne bénéficiant pas encore de certification (agneau, cabri, veau, fruits et légumes, fromage...), et pour l'agriculture corse dans sa globalité.

Pour les adhérents des huit territoires constitués, le déploiement confirmé des routes des sens authentiques afin de valoriser le développement des circuits courts par la structuration et la mise en marché d'itinéraires agritouristiques sur les territoires ruraux.

- L'Action d'accompagnement de la filière caprine corse (120 000 €).

Considérant les difficultés rencontrées par la filière caprine corse, deux emplois ont été créés au sein de la Division Economie Rurale afin d'assurer l'animation de la filière, la mise en place du schéma de sélection de la race et l'accompagnement des éleveurs dans la sécurisation et le développement de leurs exploitations. Leurs rôles sont à la fois de suivre les actions de terrain mises en place auprès des exploitants et d'accompagner les actions de Recherche et Développement, de sélection et de multiplication au niveau de la filière. Sont notamment prévus pour 2020, la finalisation des diagnostics d'élevage, le recensement des cheptels de race corse, l'organisation et l'animation du comité technique, la mise en place du haras de boucs et le développement des opérations de sélection génétique.

Cette action sera financée à travers le programme hors Feader et hors Top up de la CDC.

- Les actions à l'origine d'aides diverses (1er pilier PAC, aides aux contrats d'apprentissage et contrat Cifre ...) sont financées à hauteur de 53 000 €.

✓ **Les produits de gestion courante-interventions - article 758** : 23 632 000 € soit 63,4 % du total général.

Les ressources afférentes au financement des opérations d'intervention et de développement, en dehors de celles retracées au Budget Annexe FEADER, augmentent de 1 843 000 € au regard de la structure des mesures auxquelles elles sont adossées. L'ensemble de ces contributions publiques au titre de ces interventions ont déjà été décrites supra.

✓ **Les produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres - chapitres 75 à 79, 013 et 042** : 1 473 863 € soit 4 % du total général.

Ce poste comprend :

- **Les remboursements sur salaires et appointements** pour 200 000 €, afférents aux absences de personnel suite à maladie, accident de travail, ou maternité.

- **Les autres produits de gestion courante** à hauteur de 1000 €.

- **Les autres produits financiers**, soit 1 000 €, relatifs aux intérêts de retard calculés suivant les créances totalement recouvrées dans le cadre de la gestion du programme FEADER.

- **Les produits exceptionnels** (442 500 €) constitués par les ordres de reversement prévus à l'encontre de bénéficiaires ultimes n'ayant pas respecté leurs engagements contractuels à hauteur de 160 000 €, par la neutralisation des droits à reversement envers les financeurs nationaux suite à l'annulation des ordres de reversement consécutifs à des recours favorables pour 260 000 € ; et par 22 500 € à titre divers.

- **Les reprises sur dépréciation des créances** qui n'entrent pas dans le champ des interventions de l'Office et qui se fixent à 3 000 €.

- **Les Opérations d'ordre de transfert entre sections** (826 363 €), à savoir :

- Les quotes-parts sur subvention d'investissement virées au résultat de l'exercice pour 759 363 €.
 - Une reprise pour risques et charges d'exploitation à hauteur de 37 000 € relative à des opérations de gros entretien et grandes révisions et liée à la prévision de rénovation du siège social de l'Office.
- Les stocks prévisibles en fin d'exercice, à structure comparable aux stocks initiaux pour 30 000 €.

I.3) La section d'investissement du Budget Principal

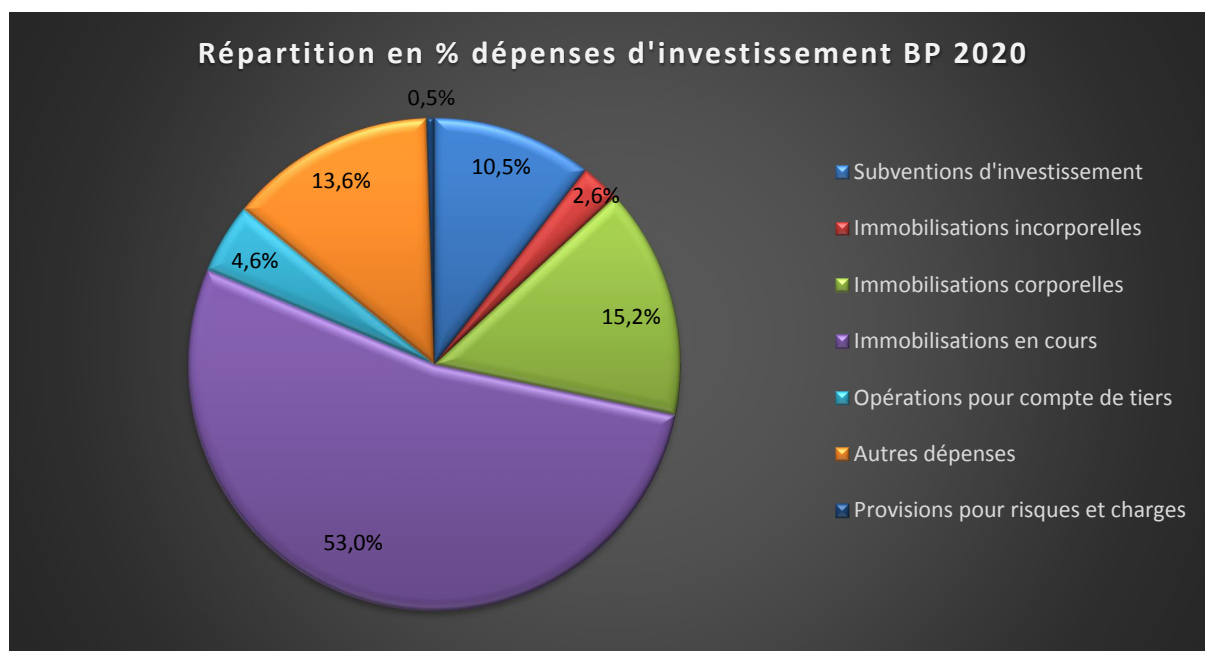
1) Les dépenses

LES DEPENSES : 7 216 363 €

Les dépenses du Budget principal se répartissent comme suit :

Section d'investissement Budget principal Dépenses	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020	Evolution BP 2020/ BP 2019
Subventions d'investissement	800 040 €	759 363 €	- 5,1 %
Provisions pour risques et charges	37 000 €	37 000 €	0 %
Immobilisations incorporelles *	141 000 €	185 000 €	31,2 %
Immobilisations corporelles*	641 000 €	1 097 500 €	71,2 %
Immobilisations en cours*	1 241 357 €	3 824 500 €	208,1 %
Opérations pour le compte de tiers	0 €	333 000 €	-
Autres dépenses	1 840 000 €	980 000 €	- 46,7 %
Total	4 700 397 €	7 216 363 €	53,5 %

*y compris les opérations patrimoniales (chapitre 041)



Par rapport au budget primitif 2019, les dépenses d'investissement évoluent de 2 515 966 € soit de 53,5 %.

77 % de cette variation de dépenses trouve son origine dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage informatique pour répondre aux exigences de la prochaine PAC (+400 000 €) ; les opérations pour le compte de tiers (+333 000 €) ; la rénovation et l'agrandissement du siège social de l'Office (+1 450 000 €) ; la maîtrise d'œuvre liée à la constitution du pôle viande (+700 000 €) et une mobilisation moins importante des fonds de financement (prêts d'honneur et garantie bancaire) au regard des besoins exprimés par les organismes gestionnaires (- 950 000 €).

Les dépenses d'investissement s'établissent à 7 216 363 € et se répartissent comme suit :

✓ Le chapitre **subventions d'investissement** se fixe à 759 363 €.

Il est constitué par la contrepartie des quotes-parts sur subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice.

✓ Le chapitre **immobilisations incorporelles** s'établit à 185 000 € dont 3 000 € dédiés aux opérations patrimoniales.

Il comprend notamment :

- L'achat : de solutions de sauvegarde de données pour 25 000 €, de logiciels Windows 2019 pour 12 000 €, d'un logiciel de gestion des temps et activités qui renvoie au suivi et au reporting des temps passés par les personnels, et à la gestion des congés et absences pour 25 000 €, de prestations appuyant les évolutions de l'outil MVA pour 80 000 € au titre des processus de traitement des aides, et de solutions cartographiques à hauteur de 10 000 €.

✓ **Les immobilisations corporelles** se fixent à 1 097 500 € dont 7 500 € d'opérations patrimoniales.

Il s'agit principalement de :

- Nouveaux investissements qui comprennent pour le volet informatique, l'acquisition d'hyperviseurs, de baies de stockage et le renouvellement des postes informatiques pour 180 000 €, d'imprimantes et de photocopieurs à hauteur de 23 000 € ; et d'onduleurs et matériels divers pour 27 000 €.

- L'acquisition de bureaux appartenant à la Sitec limitrophes au siège social pour un coût estimé à 180 000 €, du changement de mobiliers de bureau pour 32 500 € suite à une recommandation de la médecine du travail et à la projection d'agrandissement des locaux de l'Office.

- La poursuite d'actualisation de la signalétique des Routes des Sens Authentiques, avec l'installation de panneaux et de bornes à hauteur de 120 000 €.

- L'achat de terrains à station d'Altiani pour 23 500 €, de l'acquisition de matériels d'exploitation et de laboratoire à hauteur de 200 000 €, de tractopelle pour 90 000 €, ainsi que des opérations d'aménagement de terrains pour 80 000 € nécessaires aux opérations menées par l'ODARC et les différentes filières sur le site.

- L'aménagement de terrains situés à la station de Migliacciaro pour 70 000 €

Ces investissements représentent environ 93,5 % des immobilisations corporelles.

✓ **Les immobilisations en cours - chapitre 23** : 3 824 500 € dont 4 500 € au titre des opérations patrimoniales.

Les « immobilisations en cours » hors opérations patrimoniales prévues sur l'exercice se déclinent ci-après :

- Sur le site d'Altiani, les investissements projetés consistent à améliorer les aménagements au sein de la verraterie (coût estimé à 130 000 €), et à procéder à l'agrandissement du bâtiment dédié à la filière caprine (100 000 €).

- Sur le site de Migliacciaro, il est prévu la réfection des bâtiments existants et la création d'un hangar auxquels s'ajoutent une assistance à maîtrise d'ouvrage, le coût de l'opération s'établissant à 400 000 €.

- Une assistance à maîtrise d'ouvrage à hauteur de 700 000 € est aussi prévue dans la perspective de la création d'un pôle « viande » petits ruminants.

- Une assistance à maîtrise d'ouvrage informatique, est projetée afin de permettre une refonte totale du système de gestion et pilotage des aides de l'Office, pour mieux répondre aux défis notamment de la nouvelle PAC 2021-2027. Son coût est évalué à 400 000 €.

- Au siège social de l'Office, suivant les conclusions d'un diagnostic énergétique, des travaux de rénovation des bureaux existants, de ravalement des façades des bâtiments administratifs, et d'extension des locaux avec assistance à maître d'ouvrage sont prévus (coût estimé à 1 990 000 €).

- Il est aussi prévu la création d'une unité de production de plants de châtaignier et d'arboriculture traditionnelle de montagne, sur un terrain forestier devant être concédé par la Collectivité de Corse, et dont le coût est estimé à 100 000 €.

✓ **Les provisions pour risques et charges - chapitre 040** : 37 000 € en contrepartie de la reprise déclinée supra en recettes d'exploitation.

✓ **Les opérations pour le compte de tiers – 4581** : 333 000 €

Le principe du portage d'opération d'amélioration des terres pour le compte d'agriculteurs repose sur le double constat que la mise en valeur, outre la problématique foncière, demeure freinée, d'une part par les difficultés des agriculteurs, faute de moyens adaptés, à la réalisation des travaux, et d'autre part par la nécessité d'avancer l'intégralité des fonds dans l'attente du versement des subventions.

Dès lors le portage groupé d'opérations d'amélioration et d'aménagement des terres par l'ODARC peut répondre à cette difficulté en compatibilité avec son statut d'EPIC (Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial) précisant dans son article 7 que « *l'ODARC peut procéder aux études et travaux d'équipement et de modernisation liés aux exploitations agricoles, à leurs groupements et aux collectivités locales, ou aux associations syndicales.* »

Ces opérations concerneront la réalisation des travaux de mise en valeur précédant l'implantation éventuelle de cultures, c'est-à-dire la réalisation des travaux d'ouverture de milieux (démaquisage), de remise en état et de premier travail des sols (épierreage/dessouchage), de desserte par piste et de clôture.

Le montage et le regroupement des opérations, l'ingénierie et la mise en œuvre et le chiffrage des travaux à réaliser pour l'amélioration des terres (pistes, démaquisage, labour) seront établis dans le cadre d'un programme régional de travaux, dans le respect des autorisations réglementaires requises en tenant compte des dispositions relatives aux programmes d'aide sollicités. Ces opérations nécessiteront une délégation de maîtrise d'ouvrage par le propriétaire foncier ou le titulaire du bail agricole à l'ODARC qui procédera à la réalisation des travaux dans le respect des procédures de marchés publics. L'ODARC gèrera la subvention des travaux avec une séparation fonctionnelle de l'activité entre ses services, le bénéficiaire s'acquittant de l'autofinancement de l'opération hors subvention.

Une première tranche de réalisations à valeur de test, sera mise en œuvre dès 2020 en vue d'une augmentation progressive de l'activité pour les exercices suivants.

✓ **Les autres dépenses - chapitres 27, 020 et 040 : 980 000 €**

Elles se composent :

- Des autres immobilisations financières pour 850 000 €, correspondant à l'abondement des fonds de financement destinés aux jeunes agriculteurs (250 000 €) leur permettant l'accès à des prêts d'honneur et de bénéficier de contre-garanties bancaires, et au fonds de financement à destination des associations foncières et des projets de modernisation des exploitations agricoles pour 600 000 €.

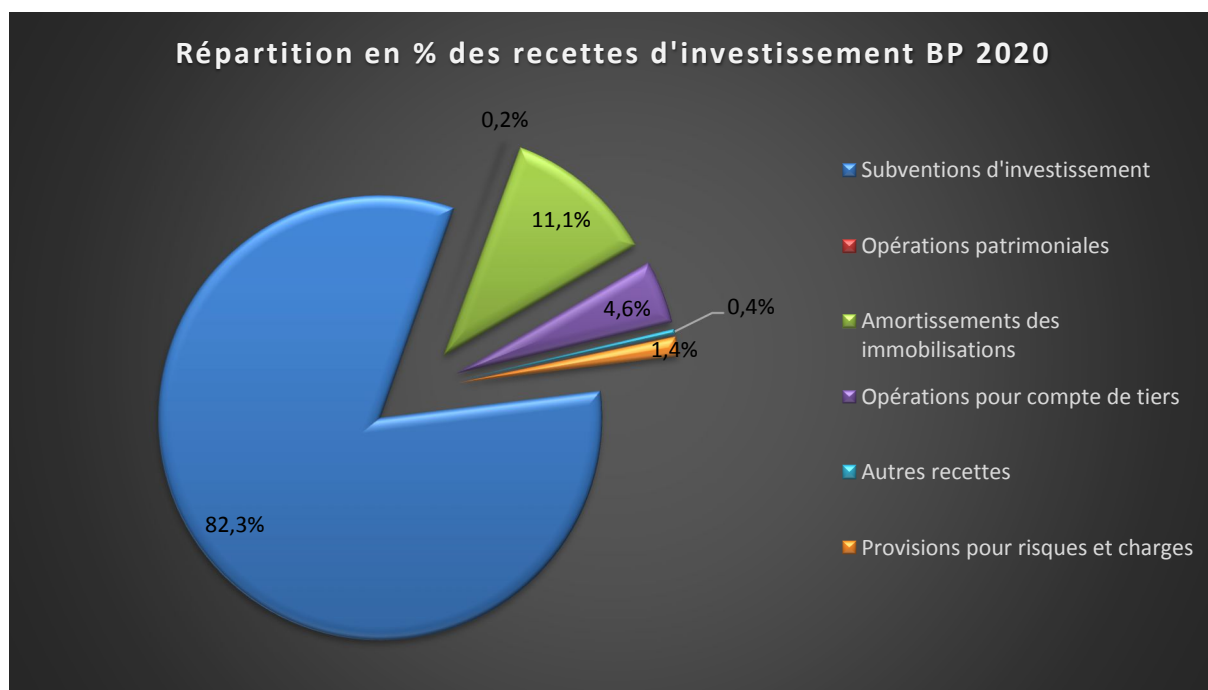
- Des stocks de fin d'exercice prévus dans les stations pour 30 000 €.
- Des dépenses imprévues pour 100 000 €.

2) Les recettes

LES RECETTES : 7 216 383 €

Les recettes du Budget Principal comprennent :

Section d'investissement Budget principal Recettes	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020	Evolution BP 2020/ BP 2019
Subventions d'investissement	3 775 249 €	5 942 000 €	57,4 %
Provisions pour risques et charges	23 000 €	100 000 €	334,8 %
Immobilisations incorporelles	30 000 €	15 000 €	- 50 %
Amortissements des immobilisations	842 148 €	799 000 €	- 5,1 %
Opérations pour le compte de tiers	0 €	333 000 €	-
Autres recettes	24 425 €	27 363 €	12 %
Virement de la section d'exploitation	5 575 €	0 €	- 100 %
Total	4 700 397 €	7 216 363 €	53,5 %



Les recettes d'investissement augmentent de 2 515 966 € par rapport au budget primitif 2019 soit de 53,5%.

Cet accroissement de recettes, à l'instar de celui des dépenses cité plus haut, trouve essentiellement son explication dans la mobilisation de crédits d'investissement en provenance de la CDC permettant de financer notamment les opérations d'assistance à maîtrise d'ouvrage informatique répondant aux impératifs de la PAC 2021-2027, la modernisation des locaux et l'extension du siège social de l'Office, la maîtrise d'œuvre inhérente à la création d'un pôle viande petits ruminants, l'abondement des fonds de financement plus modérée au regard des prévisions d'engagements en provenance des outils de gestion dédiés. A cette explication s'ajoutent le financement des opérations pour compte de tiers appelant 60% de contribution régionale aux coûts exposés.

- **Les subventions d'investissement - chapitre 13 : 5 942 000 €**

En 2020, les immobilisations incorporelles, corporelles, en cours et financières trouvent leur financement sur des crédits de la Collectivité de Corse, soit 5 092 000 € finançant des opérations d'immobilisations incorporelles et corporelles, et 850 000 € concernant les fonds de financement au bénéfice des jeunes agriculteurs, des associations foncières et des projets de modernisation des exploitations agricoles.

- **Le chapitre globalisé 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » comprend :**

- **Les provisions pour risques et charges - chapitre 15 : 100 000 €**

Ce poste qui trouve sa contrepartie en dépenses d'exploitation, est constitué par une provision au titre du Compte Epargne Temps.

- **Les amortissements des immobilisations - chapitre 28 : 799 000 €**

Le détail des amortissements par fiche d'inventaire est fourni en annexe du document budgétaire.

Les amortissements selon le type d'immobilisations se répartissent comme suit :

* Immobilisations incorporelles : 91 390 €

* Immobilisations corporelles : 707 610 €

- **Les opérations pour le compte de tiers – 4582 : 333 000 €**

Il s'agit des recettes d'investissement, adossées au financement des dépenses pour le compte de tiers indiquées supra, et composées pour chaque opération d'une subvention en provenance de la CDC et de l'apport en autofinancement de l'opérateur économique délégant.

- **Les autres recettes - chapitres 31 et 355 : 27 363 €**

Elles se composent des stocks initiaux d'aliments et de cheptel valorisés dans les stations pour 27 363 €.

- **Les opérations patrimoniales - chapitre 041 : 15 000 €**

Ce chapitre, qui correspond aux opérations patrimoniales, est constitué par la contrepartie des frais d'insertion.

I.4) La section d'exploitation du Budget Annexe FEADER

1) Les dépenses

LES DEPENSES : 20 235 500 €

Le total des dépenses du Budget Annexe FEADER se décompose comme suit :

Section d'exploitation Budget annexe FEADER Dépenses	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020	Evolution BP 2020 / BP 2019
Charges de gestion courante-interventions	21 431 000 €	19 822 000 €	- 7,5 %
Amortissements, provisions et autres	452 000 €	413 500 €	- 8,5 %
Total	21 883 000 €	20 235 500 €	- 7,5 %

Les opérations d'intervention au titre du Budget Annexe se réduisent de 1 609 000 € soit en pourcentage de 7,5 %. Cette variation s'explique principalement par l'impact des mesures SIGC en particulier les Mesures Agroenvironnementales pour lesquelles un fort rattrapage en termes de campagne de paiement a été opéré sur l'exercice 2019.

Le total des dépenses à hauteur de 20 235 500 €, se décompose ainsi :

- ✓ **Les autres charges de gestion courante-interventions - article 658 : 19 822 000 €.**

Les aides accordées par l'Office aux exploitants agricoles et forestiers, aux acteurs en milieu rural et aux organismes de développement dans le cadre du programme FEADER 2014-2020 sont détaillées dans la première partie du rapport.

- ✓ **Les charges exceptionnelles, dotations aux amortissements et aux provisions, et autres : 413 500 €.**

Ce poste est constitué de 161 000 € de remboursements de subventions prévus en faveur des financeurs suite à l'émission prévisionnelle d'ordres de reversement envers des bénéficiaires d'aides, de 240 000 € d'annulation de titres sur exercices antérieurs correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement. Il intègre également la prévision d'admission en non-valeur à hauteur de 12 500 €.

2) Les recettes

LES RECETTES : 20 235 500 €

Le total des recettes du Budget Annexe FEADER se répartit ainsi :

Section d'exploitation Budget annexe FEADER Recettes	Budget Primitif 2019	Budget Primitif 2020	Evolution BP 2020 / BP 2019
Autres produits de gestion courante- interventions	21 431 000 €	19 822 000 €	- 7,5 %
Produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres	452 000 €	413 500 €	- 8,5 %
Total	21 883 000 €	20 235 500 €	- 7,5 %

Le total des recettes s'élevant à un montant de 20 235 500 € se décline ci-après :

✓ **Les autres produits de gestion courante-interventions : 19 822 000 €.**

Ce chapitre est constitué par les ressources en provenance de l'Union Européenne via la MCFA afférentes au financement des opérations d'interventions et de développement au titre du programme FEADER 2014-2020.

✓ **Les produits financiers, exceptionnels, reprises sur provisions et autres : 413 500 €.**

Ce poste se compose des ordres de reversement (en principal + intérêts) prévus à l'encontre de bénéficiaires d'aides (161 000 €) qui n'ont pas respecté leurs engagements contractuels, et de la neutralisation de la charge de reversement (252 500 €), suite à annulation d'ordres de reversement, envers l'Etat membre au titre du programme FEADER correspondant à la conséquence de recours favorables sur ordres de reversement, et suite à pertes sur créances irrécouvrables liées aux admissions en non-valeur et créances éteintes.

I.5) La section d'investissement du Budget Annexe FEADER

Aucune opération en dépenses et recettes n'est imputée à la section d'investissement du Budget Annexe FEADER.